

*Entretien avec M. Winston Churchill
18 septembre 1946*

Vers la fin de l'après-midi, il était à peu près 18 heures, nous sommes rentrés au Lohn. M. Churchill avait l'air très satisfait de sa journée et de l'accueil enthousiaste de Berne. Nous sommes entrés dans le salon du rez-de-chaussée, il a demandé à sa fille de nous servir du Whisky, m'a offert un cigare, puis m'a proposé de monter avec lui au premier étage, dans sa chambre à coucher, où nous serions plus tranquilles. L'un et l'autre, verre de whisky et cigare en mains, nous sommes montés. Une grande lampe à pied allumée, une table avec une boîte de sigares, et deux fauteuils où nous étions assis. Au bout de quelques minutes, un valet de chambre entre et retire à M. Churchill, qui s'en excuse auprès de moi, ses souliers pour leur substituer des pantoufles. La discussion s'engage tout de suite, presque sans préliminaires, sur une ou deux questions que je pose à M. Churchill. Elle ne cessera d'être animée et cordiale. Le contact n'aurait pu être établi plus facilement. Lorsqu'au bout d'une demi-heure ou de quarante minutes, je voulus me retirer, M. Churchill m'invita à rester encore. Au cours de l'entretien, il se levait de temps en temps, arpentait la chambre, ainsi quand il me fit la description de l'entretien pendant lequel à Potsdam M. Truman renseigna Staline sur la décision des Américains et des Anglais de laisser tomber une bombe atomique sur le Japon. M. Churchill mima la scène de façon si vivante que je pourrais aujourd'hui presque m'imaginer avoir été le témoin de l'entretien des trois Grands.

Je note ici l'essentiel des propos de M. Churchill au cours de notre entrevue, sans respecter l'ordre dans lequel ils ont été tenus.



Les Russes détestent la Suisse, parce qu'ils la considèrent comme une démocratie sociale et, par conséquent, comme un terrain peu fertile pour leur doctrine communiste. Au cours d'un entretien qu'il a eu avec Staline pendant la guerre, celui-ci a suggéré en passant - sans qu'il s'agît d'une proposition ferme - que le second front en Europe pourrait être ouvert en Suisse. La réaction de M. Churchill a été immédiatement et vivement négative: ce sont là des choses auxquelles les Anglais ne se prêtent pas. Si l'URSS aujourd'hui cherche à attirer les Nations Unies à Genève, ce n'est pas par sympathie pour notre pays, mais dans le but d'isoler les Etats-Unis, en éloignant d'eux les autres pays.

La situation actuelle est sérieuse et même grave. Seuls les Américains peuvent la sauver. S'ils lâchent l'Europe, c'en est fini pour elle. M. Churchill ne pense pas qu'un accord pourra être réalisé entre les Alliés sur le problème allemand. Les six mois qui viennent seront particulièrement importants et graves. M. Churchill était en opposition avec M. Truman, qu'il ne considère pas comme un homme très intelligent et très habile, sur l'occupation de l'Allemagne et l'attitude à avoir à l'égard des Russes. Lui estimait - à l'encontre de M. Truman - que toutes les questions à résoudre avec les Russes auraient dû être réglées alors que toutes les armées étaient encore sur place. Ce règlement aurait été plus facile et aurait pu se faire dans de meilleures conditions qu'aujourd'hui.

A propos de la bombe atomique, c'est à Potsdam que M. Churchill a eu un entretien avec M. Truman. Il était convenu que les Américains lâcheraient une seule bombe atomique sur le Japon. C'est contrairement à ce qui avait été prévu qu'une deuxième bombe fut lâchée. MM. Churchill et Truman estimèrent, à Potsdam, que M. Staline devait être informé de l'intention des Américains et convinrent que M. Truman s'entretiendrait seul de la question avec Staline. A la

fin d'une séance à trois, M. Truman attira Staline dans un coin de la chambre, où M. Churchill resta, observant les deux interlocuteurs, pour se rendre compte de la réaction de Staline. Celui-ci assueillit la nouvelle comme un homme qui ne sait pas de quoi il s'agit et qui, par conséquent, ne pouvait mesurer la portée de la nouvelle invention. Il aurait réagi tout autrement si les Russes avaient eux-mêmes commencé à réaliser quelque chose dans ce domaine. M. Churchill est convaincu que les Russes ont un retard considérable - il l'estime à huit ans - dans l'étude de l'énergie atomique. Il doute aussi qu'ils puissent facilement se procurer les matières premières nécessaires comme l'uranium, sans qu'on sache cependant s'il y en a dans le sous-sol de leurs immenses territoires. En cas de nouvelles difficultés internationales, M. Churchill sait que les Américains sont décidés à utiliser la bombe atomique.

S'il était encore au pouvoir, M. Churchill ferait son possible pour s'entendre avec l'URSS et faciliter aux Russes la satisfaction de leurs prétentions, dans la mesure où celles-ci sont justifiées. Il irait loin dans les concessions, mais à condition qu'en retour, les Russes aient la volonté de collaborer avec les autres nations.

J'ai donné à M. Churchill quelques indications sur nos informations concernant les troupes russes en Europe orientale, en lui demandant s'il était lui-même renseigné. Il m'a répondu négativement, en précisant qu'il n'avait pas vu récemment MM. Attlee et Bevin, mais qu'il pourrait se faire confirmer les chiffres que je lui indiquais. C'est un peu plus tard que M. Churchill est intervenu à la Chambre des Communes pour demander au gouvernement ce qu'il en était des effectifs russes en Europe orientale. Les chiffres articulés par lui correspondaient à ceux que je lui avais donnés. M. Churchill m'a déclaré qu'il était prêt, si je le désirais, à me fournir les renseignements dont il pourrait disposer. Parlant des Russes, il m'a dit

que c'était "des Jésuites sans Jésus".

M. Churchill m'a parlé encore de ses relations avec les chefs actuels du gouvernement britannique, notamment MM. Attlee et Bevin, qu'il estime pour avoir collaboré avec eux pendant la guerre. Il a beaucoup de compréhension pour leur politique étrangère et comprend leur désir de chercher à alléger la situation de la Grande-Bretagne par leur politique dans les Indes. Toutefois, lui aurait essayé de tenir.

A une question posée par moi, M. Churchill a répondu qu'en raison de son statut de neutralité, la Suisse avait d'autres tâches à assumer que les autres pays. Il m'a parlé du discours qu'il devait prononcer à Zurich le surlendemain, en me demandant si cela me gênait qu'il le prononçât. Je lui ai répondu négativement.

1er février 1947.